

RD Congo/Respect de la Constitution et alternance Arrestation de 16 personnes opposées à Kabila (ONU)

AFP
(Kinshasa/RDC)

Au moins seize personnes opposées à l'idée d'un maintien au pouvoir du président congolais, Joseph Kabila, au-delà du terme de son mandat ont été arrêtées, jeudi et vendredi, à Kinshasa, selon l'ONU. "Au moins 16 personnes ont été arrêtés entre jeudi et vendredi par l'ANR (Agence nationale de renseignements, NDLR) après une conférence sur le

respect de la Constitution et l'alternance" en République démocratique du Congo (RDC), a déclaré à l'AFP José-Maria Aranaz, directeur du Bureau conjoint de l'ONU aux droits de l'Homme en RDC (BCNUDH). Jeudi, l'organisation de défense des droits de l'Homme Amnesty International avait accusé les autorités congolaises de mener une politique de "répression systématique" contre ceux qui réclament le départ de M. Kabila au terme de son mandat le 20 dé-

cembre. Le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende, a déclaré être surpris par ces accusations en faisant valoir que les autorités avaient fait libérer, en août, plusieurs détenus politiques. M. Kabila dirige la RDC depuis 2001. La Constitution lui interdit de se représenter, mais le chef de l'État ne donne aucun signe de vouloir abandonner son poste, tandis que la présidentielle censée se tenir avant la fin de cette année

apparaît désormais impossible à organiser dans les temps. Depuis le début du mois, la majorité et une frange minoritaire de l'opposition discutent des moyens de sortir la RDC de la crise politique née de la réélection contestée de M. Kabila en 2011 et de résoudre la question des élections à venir. La majeure partie de l'opposition, réunie autour d'Étienne Tshisekedi, figure historique de l'opposition en RDC, refuse de participer à ce dialogue

qu'elle perçoit comme un marché de dupes destiné à prolonger illégalement M. Kabila à la tête du pays. Ce "Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement" a appelé les Congolais à manifester dans tout le pays le 19 septembre pour exiger la convocation des électeurs aux urnes par la commission chargée d'organiser les élections, et le départ de M. Kabila du pouvoir le 20 décembre.

Israël-Palestine/Conflit-Violences

La solution à deux États désormais d'actualité

AFP
(Jérusalem/Israël)

Trois assaillants palestiniens ont été abattus, hier, en commettant, selon les forces israéliennes, trois attaques anti-israéliennes qui ont fait quatre blessés, soulignant la persistance des violences malgré une récente accalmie. Les tensions qui secouent les Territoires palestiniens, Jérusalem et Israël depuis près d'un an continuent d'alarmer la communauté internationale, qui s'émeut de l'absence de perspectives de paix, un objectif dont "nous sommes malheureusement plus éloignés que jamais", selon le patron de l'ONU Ban Ki-moon. En pleine période de congé musulman de l'Aïd al-Adha, les trois attentats ont

confirmé que la crispation était tout sauf dissipée. Saeed Amro s'est jeté en criant "Dieu est le plus grand" avec trois couteaux en mains sur une policière qui l'a abattu près de la Vieille ville à Jérusalem-Est, partie palestinienne de Jérusalem occupée depuis 1967 et aujourd'hui annexée par Israël, a dit la police israélienne. Presque simultanément, un Palestinien a été abattu après avoir commis une attaque à la voiture bélier et fait trois blessés légers parmi un groupe de civils attendant un bus près de la colonie israélienne de Kyriat Arba en Cisjordanie, territoire occupé par Israël depuis presque 50 ans, ont indiqué l'armée et les secours israéliens. Un autre Palestinien a été abattu par les forces israéliennes après avoir blessé un soldat à l'arme blanche

à Hébron, dans le sud de la Cisjordanie occupée, selon l'armée israélienne. Les lieux des trois attaques d'hier - Hébron, les abords de Kyriat Arba et la porte de Damas à Jérusalem-Est - ont été le théâtre d'une multitude d'agressions au cours des derniers mois. Depuis octobre 2015, une dizaine de Palestiniens ont été abattus porte de Damas, principale entrée de la Vieille ville du côté de Jérusalem-Est, en menant des attaques anti-israéliennes. Plusieurs Israéliens y ont été tués dans des attaques. Hébron et ses alentours sont l'un des centres de gravité des violences qui ont coûté la vie à 227 Palestiniens, 34 Israéliens, deux Américains, un Érythréen et un Soudanais depuis le 1er octobre 2015, selon un décompte de l'AFP.

Pour les analystes, les attaques palestiniennes résultent des vexations de l'occupation, de l'absence de toute perspective proche d'indépendance, des frustrations économiques et des dissensions interpalestiniennes. Israël accuse les autorités palestiniennes d'attiser la haine. Alors que l'ancien président israélien Shimon Peres est toujours hospitalisé en Israël dans un état très grave, Ban Ki-Moon s'inquiétait, jeudi soir, à New York, de la postérité des accords d'Oslo dont M. Peres avait été l'un des grands artisans et qui devait conduire à la paix. Le secrétaire général de l'ONU a également jugé "scandaleux" les propos du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu qui affirmait, récemment, que les Palestiniens voudraient vider la Cisjordanie de tous

les juifs dans leur futur État, assimilant cela à un futur "nettoyage ethnique". M. Ban a souligné que, depuis 1967, 500.000 colons s'étaient installés dans les Territoires palestiniens alors que "la colonisation est illégale au regard de la loi internationale". Outre la colonisation et l'occupation israélienne, M. Ban a aussi évoqué les violences anti-israéliennes et les "méprisables" encouragements à la haine de la part des partis palestiniens. Selon lui, la bande de Gaza est une "bombe à retardement" où le risque d'escalade est "omniprésent". "La solution à deux États (un israélien et un palestinien) risque d'être remplacé par une réalité à un seul État (israélien) en proie à une violence perpétuelle et à l'occupation", a-t-il averti.

Syrie/USA-Russie/Conflit

Pas de coopération sans aide humanitaire

AFP
(WASHINGTON/USA)

Les Etats-Unis ne coopéreront pas militairement avec la Russie en Syrie tant que le régime de Bachar al-Assad ne permettra pas aux villes assiégées de recevoir de l'aide humanitaire, a rapporté, hier, le département d'Etat. Le secrétaire d'Etat John Kerry, lors d'un appel téléphonique avec son homologue russe Sergueï Lavrov, a condamné "les retards répétés et inac-

ceptables de l'aide humanitaire" destinée aux populations affectées par la guerre, selon son porte-parole John Kirby. Une trêve fragile des combats tient, depuis lundi, dans le cadre d'un accord américano-russe conclu, le 9 septembre, pour favoriser une solution au conflit très complexe qui a fait plus de 300.000 morts en plus de cinq ans. Moscou, selon cet accord, doit faire pression sur son allié Assad tandis que Washington doit oeuvrer auprès des rebelles syriens pour, dans les deux cas, faire taire les

armes. Une cessation des hostilités pendant sept jours, devra selon l'accord, permettre la création d'un centre inédit de coordination militaire entre Moscou et Washington pour frapper les groupes jihadistes Etat islamique (EI) et Front Fateh al-Cham (ex Al-Nosra). Cet accord prévoit la livraison en premier lieu de nourriture et de médicaments aux villes et localités assiégées, à commencer par les quartiers rebelles de la cité septentrionale d'Alep, principal front

du conflit. M. Kerry a fait savoir à M. Lavrov que Washington "comptait sur la Russie pour qu'elle use de son influence sur le régime d'Assad afin de permettre aux convois humanitaires de l'ONU d'atteindre Alep et d'autres zones dans le besoin". "Le secrétaire d'Etat a dit clairement que les Etats-Unis ne mettront pas en place le centre de coordination militaire conjoint avec la Russie si les termes de l'accord sur l'aide humanitaire ne sont pas respectés", a-t-il ajouté, selon son

porte-parole. Le Conseil de sécurité des Nations unies doit se réunir vendredi en urgence à 17H30 (21H30 GMT) pour examiner l'opportunité de soutenir cet accord sur la Syrie, ont indiqué des diplomates. Le président américain Barack Obama doit aussi réunir vendredi son équipe de sécurité nationale, dont John Kerry et le secrétaire à la Défense Ashton Carter, pour faire le point sur cet accord, selon des responsables américains.

Afrique en bref

• **Côte d'Ivoire/Marchés**
La Côte d'Ivoire, un des débouchés des carburants toxiques exportés en Afrique, peut jouer un "rôle moteur" dans une campagne visant à débarrasser le continent du "dirty diesel", a affirmé, hier, à Abidjan une ONG.

"La Côte d'Ivoire est un pays important pour la campagne contre le dirty diesel", a déclaré Patrice Guéi, secrétaire du Groupe de recherche et de plaidoyer sur les industries extractives (GRPIE).

• **Sud Soudan/Réfugiés**
Le nombre de Sud-Soudanais ayant fui leur pays dévasté par la guerre a désormais dépassé le million, un flot de réfugiés gonflé par de nouveaux combats début juillet dans la capitale Juba, selon l'ONU.

A travers le monde

• **Pakistan/Attentat**
Un kamikaze a déclenché une charge explosive au cours de la prière du vendredi dans une mosquée d'une zone tribale du nord-ouest du Pakistan, tuant au moins 23 personnes, a-t-on appris auprès de responsables locaux. L'attentat s'est déroulé dans le village de Butmaina dans le district tribal de Mohmand, une zone frontalière de l'Afghanistan où l'armée combat les talibans. Lorsque le kamikaze a fait exploser sa charge dans la principale pièce de la mosquée, "au moins 23 personnes ont été tuées et 30 autres, blessées", a indiqué à l'AFP un haut responsable des autorités tribales, Naveed Akbar.

• **Uruguay-Syrie-USA/Pri-sonniers**
Un juge uruguayen décidera si une intervention est nécessaire pour la santé de l'ex-détenu syrien de Guantanamo, réfugié dans le pays depuis 2014 et en grève de la faim pour partir rejoindre sa famille, ont indiqué, hier, les autorités. Une équipe de trois médecins a rendu visite, jeudi, à Jihad Diyab, un Syrien de 45 ans, tombé brièvement dans le coma, mercredi, et qui a repris, dès jeudi, son mouvement de protestation, a expliqué à l'AFP l'envoyé du gouvernement uruguayen dans ce dossier, Christian Mirza.

• **USA/Élection présidentielle**
Tentant de mettre fin à une invraisemblable controverse, Donald Trump a reconnu, hier, que le président Barack Obama était bien né aux Etats-Unis, un "point final" qu'il refusait d'apposer depuis des années et qui lui valait des accusations de racisme. "Le président Barack Obama est né aux Etats-Unis, point final", a déclaré le candidat républicain à la Maison Blanche dans une brève déclaration à Washington, alors que la polémique sur cette théorie du complot était revenue à la une, jeudi, via une interview au Washington Post.